

il y a eu, sous le régime conservateur, un revenu moyen de 36 millions par année. Pendant les treize années qui ont suivi, ce revenu a été, sous le régime actuel, de 66 millions. Faites la multiplication, et vous verrez que, pour treize années de pouvoir, l'administration conservatrice a pris au peuple 468 millions, pendant que le Gouvernement actuel, au cours des treize dernières années, a touché 856 millions; différence, 388 millions. C'est là un joli chiffre, n'est-ce pas?

Ceux qui avaient construit le chemin de fer du Pacifique-Canadien, ceux qui avaient construit l'Intercolonial, qui avaient garni nos côtes de phares, qui avaient agrandi et amélioré nos canaux, fait le canal du Sault, ont laissé derrière eux, en quittant le pouvoir, une dette de 325 millions, pendant qu'au bout de treize années de pouvoir, ces messieurs de la droite en sont rendus à 470 millions, augmentant de 145 millions la dette du Canada, sans compter que, dans le même temps, ils ont tiré de la population 388 millions de plus que n'avaient fait leurs prédécesseurs. J'avouerai qu'une partie de cet argent a été convenablement employée. Je ne prétend pas, naturellement, que tout cet argent a été follement ou malhonnêtement dépensé; mais j'ai bien le droit de demander à ces messieurs ce qui leur reste des 533 millions qu'ils ont fait payer au peuple de plus que n'avaient fait leurs prédécesseurs.

M. TAYLOR (Leeds): Le canal de Newmarket.

M. NORTHRUP: J'ai idée de quelques entreprises par où cet argent a pu passer. Certain ministre, par exemple, a eu l'inspiration d'établir un chemin de fer au Yukon et d'afficher son mépris pour la population de ce territoire au point de faire avec MM. Mackenzie et Mann, quatre ou cinq jours avant l'ouverture du Parlement, un marché qu'il a ensuite refusé de ratifier une fois le Parlement réuni. Cette simple affaire nous a coûté un quart de million. Nous n'avons rien à montrer pour cela. Ainsi, grâce à un mauvais marché, à un sot marché, conclu par le ministre de l'Intérieur (M. Sifton) quatre ou cinq jours seulement avant la rentrée des Chambres, voici un quart de million que nous avons perdu. Ensuite est venue la compagnie "North Atlantic Trading". Nous n'avons pas au sujet de cette compagnie tous les renseignements que nous pourrions désirer; et ce n'est pas notre faute. Nous avons fait de notre mieux pour y arriver et, dans cette affaire, d'après les quelques éclaircissements que nous avons pu obtenir, d'autres millions encore ont été gaspillés, pour me servir d'une expression adoucie.

Plus tard, c'a été le pont de Québec, entreprise où ces messieurs de la droite ont dissipé quelque sept millions, partis pour ne jamais revenir, pris dans la poche des contribuables, et pas un iota à montrer

pour cette dépense. Il n'y a assurément dans cette opération rien dont un gouvernement quelconque puisse s'enorgueillir.

Il y a aussi l'opération relative aux terres de la Saskatchewan. Le Gouvernement s'est défait de 250,000 acres de terres dans la Saskatchewan à raison de \$1 l'acre. Voilà un bien que nous n'avons plus, et cette terre vaut aujourd'hui \$12 l'acre. Toute cette plus-value est allée à des intermédiaires, et se trouve perdue pour le pays. Ces terres, la compagnie à laquelle elles ont été concédées—des amis de l'administration—les a revendues de \$8 à \$12 l'acre, de façon que le pays se trouve privé d'un bénéfice qui, par contre, est tombé dans le gousset de gens très en faveur auprès de ces messieurs de la droite. Un certain nombre de homesteads avait été mis à part pour le peuple, et voici comment est appréciée, par un organe du ministère, la gestion de ces terres de homesteads. C'est le "Free Press" de Manitoba qui parle à la date du 3 mars 1906:

Il se commet en ce moment une escroquerie sans nom, perpétuée avec le plus grand sang-froid.

Voyons maintenant ce que l'on a fait des terres de pâturages. Il en a été loué pour 1,371,749 acres. D'autre part, 10 p. 100 ont été vendus à raison de \$1 l'acre. Nous avons aussi cette affaire d'irrigation des Robbins, où, pour 2 cents de l'acre, on a loué pour 21 ans un terrain de 95,000 acres, sans révocation possible, en même temps que, dans six townships, on faisait choix de 9,450 acres de terres que l'on vendait à \$1 de l'acre, et 380,000 acres au même prix, payable en neuf ans. Le pays a touché quelques milliers de piastres, mais l'opération a valu plus d'un million aux intermédiaires.

D'autres opérations, comme celle de la compagnie des chevaux de Galway, celle des terres à bois, celle d'un emplacement de ville pour Blairmore, sont autant d'échantillons de la manière de faire de ces messieurs. On y a fait perdre au pays plus d'un million, dont les spéculateurs ont bénéficié. Dans le cas de Blairmore, le Gouvernement a touché \$480, et l'acquéreur n'a pas fait moins de \$200,000 sur l'opération. Il a été démontré à cette Chambre que le bois dont nous nous sommes départis pour une valeur nominale couvrirait une étendue d'un mille de large de Winnipeg au Pacifique.

Rappelons-nous aussi les terres des sauvages dans le voisinage de Winnipeg, desquelles terres l'honorable député de Selkirk (M. Bradbury) a cru devoir entretenir la Chambre pas plus tard que l'année dernière. Et celles du Nouvel-Ontario, vendues \$9,000 et revendues \$101,000. Il y a aussi les terrains houillers, que l'on a distribués par certaines de mille acres à des amis de l'administration.

N'oublions pas les permis de pêche: les meilleures pêcheries du Canada affermées pour \$10 du mille par année, et desquelles